

Lettre ouverte aux Députés Français

23 juin 2025

- *Loïc CHESNAIS-GIRARD, Président de la Région Bretagne*
- *Carole DELGA, Présidente de la Région Occitanie*
- *Marie-Guite DUFAY, Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté*
- *Alain ROUSSET, Président de la Région Nouvelle-Aquitaine*
- *Agnès LANGEVINE, Vice-Présidente de la Région Occitanie*
- *Stéphanie MODDE, Vice-Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté*
- *Anne-Catherine DE TOURTIER, Présidente de France renouvelables*
- *Et premiers signataires en seconde page*

Moratoire sur l'éolien et le photovoltaïque : 80 000 emplois menacés, une réindustrialisation hypothéquée et une confiance abîmée

La proposition de loi portant Programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie était examinée cette semaine en séance plénière à l'Assemblée nationale. Dans un hémicycle clairsemé, un amendement, défendu par Jérôme Nury et soutenu par les groupes Droite Républicaine présidé par M. Wauquiez, l'Union des Droites pour la République présidé par M. Ciotti et le Rassemblement national présidé par Mme Le Pen, instaurant un moratoire sur l'ensemble des nouvelles installations éoliennes et photovoltaïques a été adopté.

Ce vote envoie un signal politique, économique et industriel incompréhensible pour l'ensemble des acteurs, des entreprises, des collectivités, des usines et des infrastructures logistique et portuaires qui, avec l'appui du gouvernement ont réalisé, ces dernières années, des investissements colossaux sur le territoire national. La souveraineté énergétique de notre pays passe par son électrification, et, pour ce faire, l'ensemble des filières ont besoin de visibilité pour investir, recruter et se déployer. Un moratoire sur les énergies renouvelables électriques viendrait remettre totalement en question ce qui fait désormais consensus et conduirait à la destruction de 80 000 emplois implantés en France dans des entreprises qui participent grandement à la réindustrialisation et à la souveraineté énergétique de notre pays.

Pire, ce moratoire reviendrait à enfermer délibérément notre pays dans sa profonde dépendance aux énergies fossiles importées, qui aujourd'hui représentent 65% du mix énergétique, pour un coût de 55,6 milliards d'euros sur notre balance commerciale en 2024. Nous payons chaque jour 150 millions d'euros aux pays pétroliers, avec en premier les Etats-Unis et la Russie. Comment celles et ceux qui ont adopté cet amendement peuvent-ils nous parler de patriotisme économique et industriel ?

Cette mesure dénuée de fondement scientifique et économique, compromettrait, si elle était appliquée, des projets de réindustrialisation muris depuis plusieurs années. Comment est-il possible que ceux qui appellent tous les jours à la réindustrialisation soient les mêmes qui organisent la destruction industrielle mettant en péril du même coup les investissements opérés et soutenus au niveau régional, dans la modernisation des infrastructures portuaires, outils stratégiques de la souveraineté économique de notre pays.

Cette dissonance est à la fois démocratiquement regrettable et socialement dangereuse. Qui ira expliquer aux milliers de salariés français, demain licenciés, que leur emploi a été sacrifié pour des raisons purement idéologiques et politiciennes, sans aucun fondement rationnel, ni validation scientifique ?

Nous, acteurs de l'industrie du quotidien, au service de l'indépendance de la France et de sa transition énergétique, travaillons depuis plusieurs décennies à conserver ou faire émerger des usines, des ateliers, à soutenir le développement des infrastructures portuaires, à redynamiser nos territoires ruraux, et donc à créer des emplois, des savoirs faire, de la valeur ajoutée, et in fine de la croissance dans notre pays. En ce moment de gravité, nous appelons donc les députés mues par la rationalité et par la conscience de ce qu'est la « vraie » souveraineté énergétique de notre pays à rejeter, mardi 24 juin, lors du vote solennel, cette proposition de loi totalement dénaturée. Parlementaires, Gouvernement ressaisissez-vous ! Les Français nous regardent, ne laissons pas une minorité choisir le destin énergétique de tous, en contradiction totale avec l'intérêt national.

Premiers signataires :

- **Loïg CHESNAIS-GIRARD**
Président de la Région Bretagne
- **Carole DELGA**
Présidente de la Région Occitanie
- **Marie-Guite DUFAY**
Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté
- **Alain ROUSSET**
Président de la Région Nouvelle-Aquitaine
- **Agnès LANGEVINE**
Vice-Présidente de la Région Occitanie
- **Stéphanie MODDE**
Vice-Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté
- **Port de Brest**
- **Anne-Catherine DE TOURTIER**
Présidente de France renouvelables (360 entreprises adhérentes)
- **Carbon**
- **Enercon**
- **Les chantiers de l'Atlantique**
- **Louis Dreyfus Armateurs**
- **Nordex**
- **Poweend**
- **Siemens Energy**
- **Siemens Gamesa**
- **Vestas**

